

# DÉCLARATION COMMUNE: GREAT ET FACHVERBAND SUCHT

**1 Ce document exprime les valeurs, les positions et les objectifs politiques des professionnels et des institutions spécialisés dans les addictions, représentés par le GREAT (Groupement Romand d'Etudes sur l'Alcoolisme et les Toxicomanies) et le Fachverband Sucht.**

**Il sert le dialogue et la discussion critique entre les professionnels, le public et les élus politiques.**

### 2 Le concept d’addiction

Les termes Sucht (allemand) et Addiction (français) sont utilisés de manière synonyme. On entend par addiction l’émergence d’un phénomène issu de multiples facteurs, à la fois médicaux, psychologiques et sociaux, impliquant la perte de maîtrise de l’usage d’un produit ou d’un comportement. L’addiction ne permet plus à la personne d’être autonome face à son projet de vie et à ses relations sociales. Elle demande une réponse de la collectivité dans plusieurs domaines complémentaires, à savoir le social, la santé, la sécurité, l’éducation et l’environnement.

Les usages de substances produisant une addiction ne sont pas tous identiques. Nous reprenons la différenciation suivante du rapport psychoaktiv.ch de la Commission fédérale pour les questions liées aux drogues:

– Consommation peu ou pas problématique: consommation occasionnelle ou à faible dose contrôlée par l’individu.

– Consommation problématique: ce comportement de consommation inclut, d’une part, l’usage à risque et, de l’autre, l’usage nocif. Dans le premier cas, les problèmes sont latents, alors que le second se traduit par des problèmes physiques, psychiques ou sociaux concrets. C’est la définition retenue par l’OMS.

– Addiction: consommation présentant les caractéristiques les plus graves comme celles, typiques, de la tolérance et du sevrage. L’individu perd le contrôle de sa consommation bien qu’il soit conscient des problèmes qu’elle engendre.



### 5 Politique des addictions

Nous défendons une politique de prévention (promotion de la santé), de thérapies et de répression (réglementation/contrôle) des addictions qui soit cohérente, globale et basée sur des faits. Nous estimons qu’une politique basée sur la distinction entre produits légaux et illégaux est aujourd’hui dépassée et engendre des incohérences, des mesures arbitraires et des injustices.

Une politique des addictions cohérente se base sur les formes de consommation et sur la potentielle dangerosité des produits. Selon les cas, la régulation peut aller de la liberté de consommer à l’interdiction totale. Nous nous engageons pour une utilisation des ressources dans le cadre de la régulation du marché qui privilégie la politique de la santé et les mesures de régulation fondées sur les connaissances des professionnels.

Nous préconisons aussi la dépénalisation de la consommation de tous les produits stupéfiants. Des interdictions de consommation à certains endroits, par certaines personnes et dans certaines situations sont envisageables. Nous appelons de nos voeux une discussion sociale sur ces points qui ne soit pas basée sur des mythes mais sur les dangers réels.



	<b>Prévention spécifique à un produit</b>	<b>Prévention non spécifique à un produit</b>
<b>Prévention centrée sur le comportement</b> (orientation personnelle)	<ul style="list-style-type: none"><li>– Information</li> <li>– Conseil</li> <li>– Repérage précoce</li> <li>– Réduction des dommages</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Amélioration des compétences</li> <li>– Renforcement de la personnalité</li></ul>
<b>Prévention centrée sur le contexte</b> (orientation structurelle)	<ul style="list-style-type: none"><li>– Interdiction et réglementation</li> <li>– Protection de la jeunesse</li> <li>– Restriction de l’accès</li> <li>– Politique des prix</li> <li>– Limitation de la publicité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Mise en place de conditions de vie et de développement optimales, comme une culture d’établissements scolaires et une gestion claire des questions liées aux addictions dans les communes, les associations et les institutions</li></ul>

### 3 Nos valeurs

**Au niveau de la société**

Aucune société ne peut exister sans solidarité et sans lien social entre les groupes humains qui la composent. Nous affirmons la nécessité pour la société d’intégrer tous les groupes et individus qui la composent, exprimée par la notion de promotion de la qualité de vie - prenant en compte les notions de santé physique, psychique et d’intégration sociale.

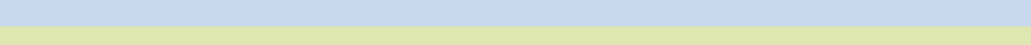
Comme les personnes souffrant d’addiction peuvent faire partie de groupes menacés d’exclusion et de marginalisation, des mesures d’intégration sociale et de promotion de la santé doivent également être prises. Dès lors, nous souhaitons que les politiques concernées soient définies en fonction des points suivants:

– donner la priorité à la promotion de la santé et à la prévention;
– renforcer des solidarités et des liens sociaux;
– respecter le pluralisme culturel et les minorités;
– donner la priorité à la complémentarité sur la compétitivité, à la coopération sur la performance;
– permettre à tous les groupes de la société de participer démocratiquement;
– inscrire les actions dans une vision de développement durable.

**Au niveau de l’individu**

A l’esprit de la Déclaration universelle des droits de l’homme, nous empruntons quelques positions et valeurs significatives:

– le respect de la personne et de ses choix, en fonction de ses possibilités, y compris la responsabilité de ses dépendances;
– la prise en compte de la globalité de la personne;
– la conviction qu’il existe toujours une porte de sortie de l’addiction, même si ce n’est pas possible pour tous et à tout moment.

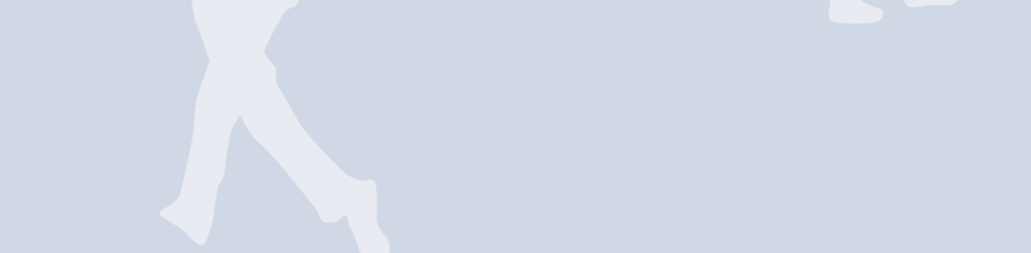
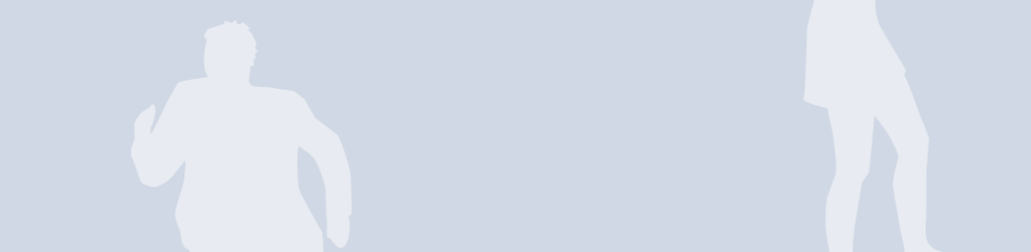
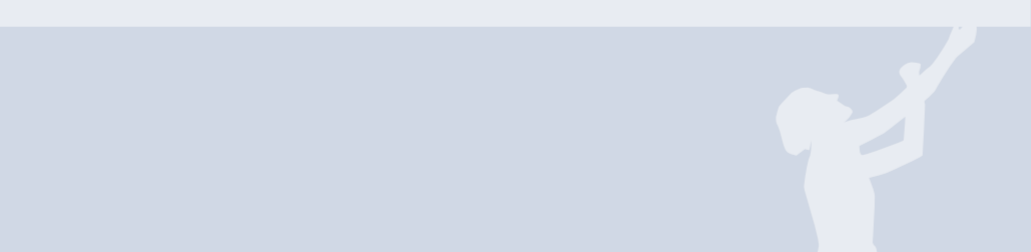
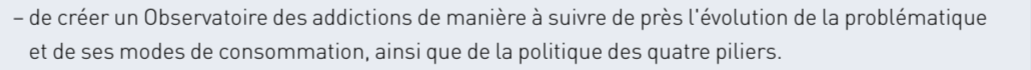
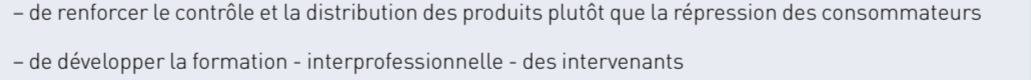
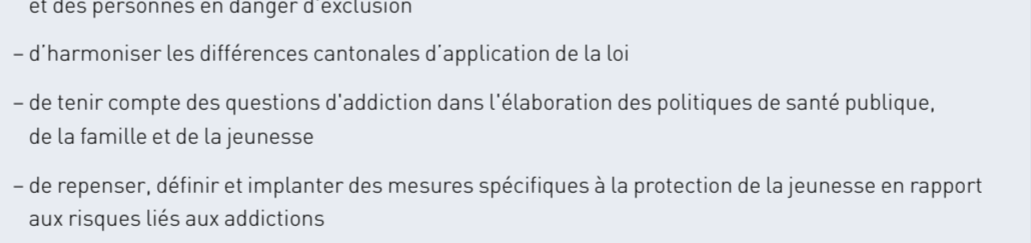
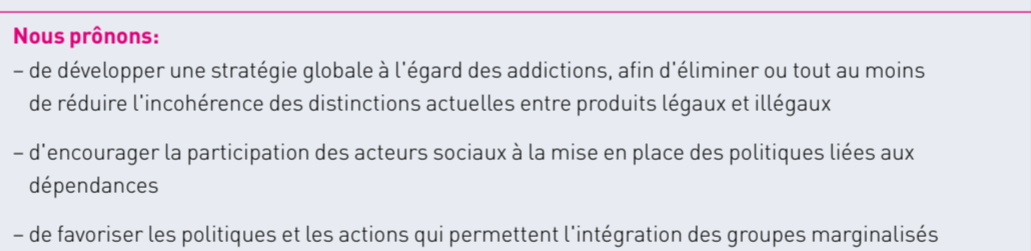


### 4 Fondements de l’action politique

Les professionnels demandent une politique des addictions qui respecte l’individu et qui se fonde sur les connaissances objectives en la matière. Ils soutiennent le principe d’une approche basée sur quatre piliers équilibrés: Prévention, thérapie, réduction des risques, répression (contrôle et réglementation). Il est nécessaire que les professionnels chargés de leur application dialoguent entre eux et que les mesures soient prises sur la base de connaissances démontrées par les évaluations et la recherche.

Les mesures doivent être orientées en s’appuyant sur les connaissances et l’efficacité démontrée par la recherche.

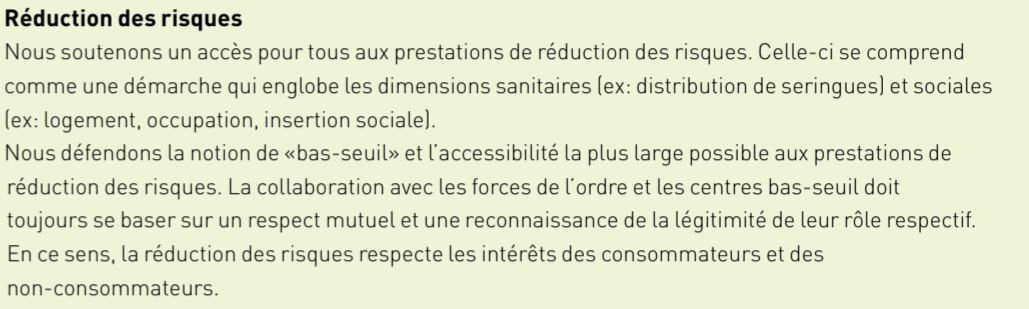
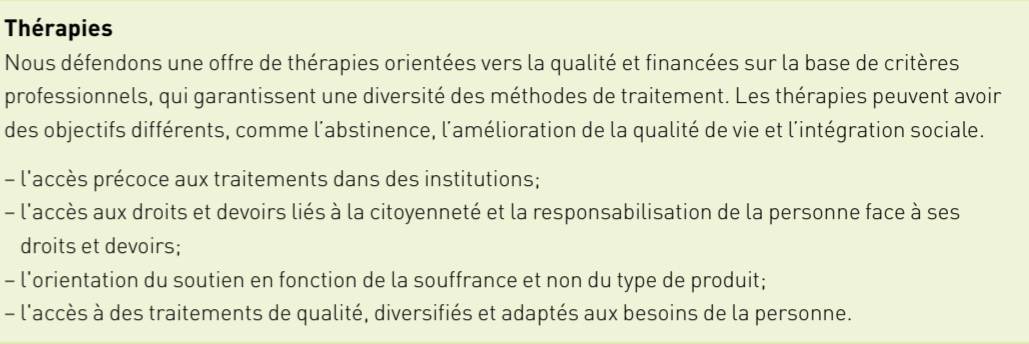
La complexité des problèmes d’addiction demande un investissement important de la Confédération pour en assurer la coordination et le développement.



### Prévention et promotion de la santé

Au-delà d’une prévention fondée sur les facteurs de risque, la promotion de la santé vise au renforcement du tissu social et favorise les choix autonomes des personnes et des groupes auxquels elle s’adresse. Elle a aussi pour objectif de développer les compétences sociales, définies comme des aptitudes que la personne acquiert pour faire face à son environnement. Au-delà d’une prévention centrée sur les comportements, nous adhérons également à une prévention structurelle (voir tableau).

Nous soutenons une politique préventive pluridisciplinaire s’adressant à toutes les catégories de personnes - qu’il s’agisse de campagnes d’information générale, de programmes spécifiques destinés à des publics à risque ou encore aux personnes concernées.



#### Réduction des risques

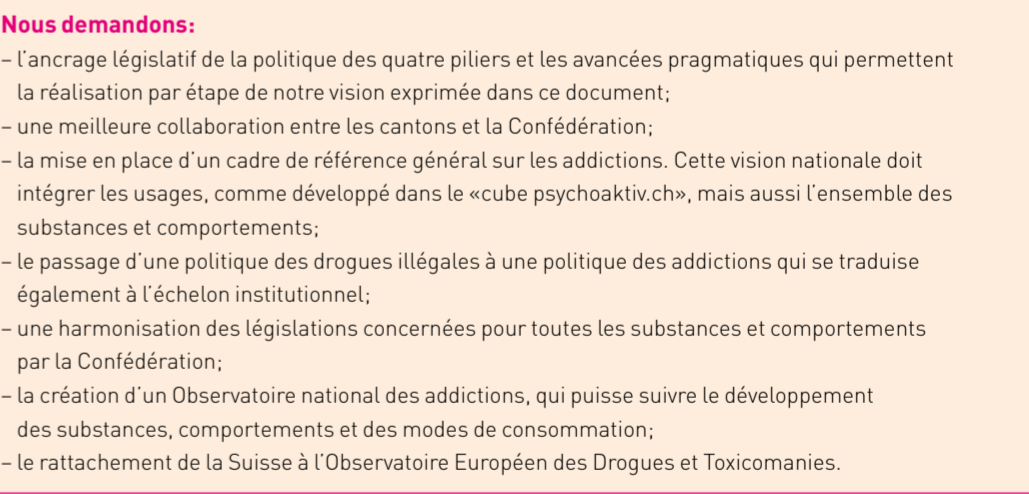
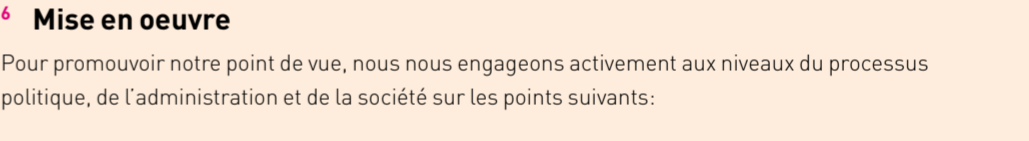
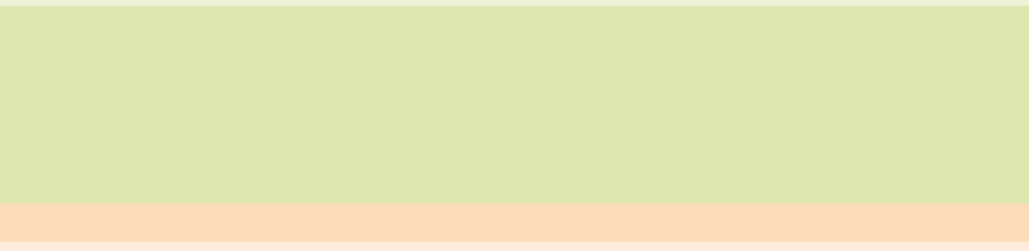
Nous soutenons un accès pour tous aux prestations de réduction des risques. Celle-ci se comprend comme une démarche qui englobe les dimensions sanitaires (ex: distribution de seringues) et sociales (ex: logement, occupation, insertion sociale). Nous défendons la notion de «bas-seuil» et l’accessibilité la plus large possible aux prestations de réduction des risques. La collaboration avec les forces de l’ordre et les centres bas-seuil doit toujours se baser sur un respect mutuel et une reconnaissance de la légitimité de leur rôle respectif. En ce sens, la réduction des risques respecte les intérêts des consommateurs et des non-consommateurs.

#### Répression (réglementation/contrôle)

Nous exigeons une politique de réglementation cohérente et pragmatique déterminée par la dangerosité des substances/comportements et des modes de consommation.

Les mesures de réglementation ne sont pas seulement l’affaire de la police et de la justice. Elles doivent être différenciées selon les comportements et ne sauraient être en contradiction avec les exigences de la prévention et de la protection de la jeunesse. Les normes sociales doivent également être renforcées.

La répression doit se concentrer plutôt sur l’offre que sur la demande. Dans le domaine des drogues illégales, il est important de poursuivre en priorité les organisations criminelles.



# ERKLÄRUNG VON GREAT UND FACHVERBAND SUCHT

## 1 Diese Charta formuliert gemeinsame Werte, Haltungen und politische Ziele der Fachleute und -institutionen im Suchtbereich, vertreten durch GREAT und den Fachverband Sucht.

## Sie dient dem Dialog und der kritischen Auseinandersetzung zwischen Fachlichkeit, Öffentlichkeit und Politik.

### 2 Zum zentralen Begriff Sucht

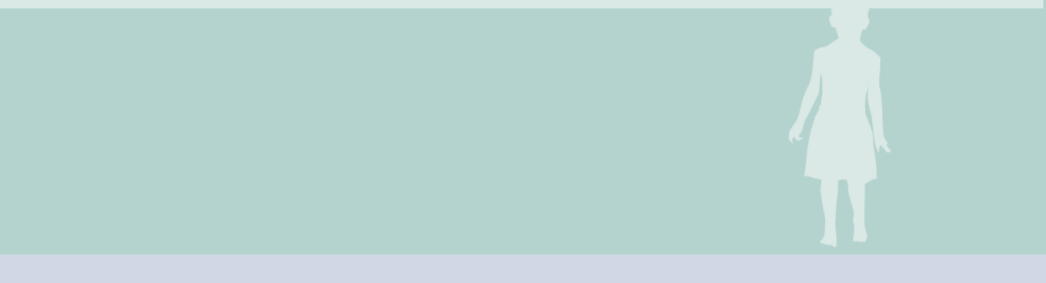
Der deutsche Begriff «Sucht» und der französische Begriff «addiction» sind synonym. Sucht bezeichnet ein medizinisches, psychisches und soziales Phänomen, das dazu führt, dass der/die Betroffene die Kontrolle über den Einsatz von Suchtmitteln – Substanzen oder Handlungsweisen – verliert und hinsichtlich Lebensführung und sozialer Kontakte nicht mehr selbstbestimmt ist. Sucht verlangt eine gesellschaftliche Reaktion auf verschiedenen Ebenen (Sozialwesen, Gesundheit, Sicherheit, Erziehung/Bildung, Umwelt).

Nicht jeder Einsatz von Suchtmitteln ist gleichbedeutend mit Sucht. Der Bericht «psychoaktiv.ch» der Eidgenössischen Kommission für Drogenfragen (EKDF, Mai 2005) unterscheidet zwischen:

– Risikoarmer Konsum (Gelegentlicher und/oder tief dosierter Konsum, den das Individuum gut unter Kontrolle hat.)

– Problematischer Konsum (Zu diesem Konsummuster gehören sowohl der Risikokonsum als auch der gesundheitsschädigende Konsum. Beim Risikokonsum sind die Probleme nicht sichtbar, aber unterschwellig vorhanden. Der gesundheitsschädigende Konsum führt zu konkreten Problemen auf physischer, psychischer oder sozialer Ebene. Diese Definition verwendet die Weltgesundheitsorganisation WHO. Sie entspricht dem Begriff «Missbrauch», wie ihn die Klassifikation in der vierten Ausgabe des amerikanischen «Diagnostic and Statistic Manual for Mental Disorders» (DSM IV) kennt. Der Begriff schliesst die Abhängigkeit aus.)

– Abhängigkeit (Der Konsum weist die schwerwiegendsten Charakteristika mit den typischen Merkmalen Gewöhnung und Entwöhnung auf. Er geht einher mit Kontrollverlust über den Konsum, obwohl das Individuum die Konsumprobleme kennt.)



## 5 Integrative Suchtpolitik

GREAT und Fachverband Sucht engagieren sich für eine ganzheitliche, kohärente, evidenz-basierte, integrative Suchtpolitik. Eine Politik, die auf der Unterscheidung zwischen legalen und illegalen Produkten basiert, ist heute überholt und führt zu mangelnder Kohärenz, willkürlichen Massnahmen und Ungerechtigkeiten. Eine kohärente Suchtpolitik unterscheidet nicht eindimensional nach Substanzen, sondern auch nach den Formen des Konsums resp. den damit einhergehenden Beein-trächtigungen des Individuums und seiner sozialen Beziehungen. Je nach Gefährlichkeit einer Substanz oder Handlungsweise können Regulierungen von totaler Freigabe bis zu totalem Verbot reichen. GREAT und Fachverband Sucht engagieren sich deshalb für eine fachlich begründete Regulierung der Märkte und eine gesundheitspolitisch orientierte Verwendung all jener Gelder, die im Rahmen der Regulierungsmassnahmen eingenommen werden.

GREAT und Fachverband Sucht fordern die Straffreiheit jeglichen Drogenkonsums. Punktuelle Konsumverbote können für bestimmte Orte, Personen oder Situationen sinnvoll sein. GREAT und Fachverband Sucht streben eine gesellschaftliche Diskussion an, welche abgestufte Handlungsakzeptanzen schafft, die sich nicht an Mythen, sondern an effektiven Gefährdungen orientieren.



	<b>Substanzspezifische Suchtprävention</b>	<b>Substanzunspezifische Suchtprävention</b>
<b>Verhaltensprävention</b> (personenorientierte Prävention)	– Information und Aufklärung <p>– Beratung</p> <p>– Früherkennung und Schadenminderung</p>	– Erhöhung der individuellen Kompetenzen <p>– Stärkung der Persönlichkeit</p>
<b>Verhältnisprävention</b> (strukturorientierte Prävention)	– Verbote und Regelungen <p>– Jugendschutzmassnahmen</p> <p>– Zugangsbeschränkungen</p> <p>– Werbebeschränkungen und Preispolitik</p>	– Schaffung optimaler Lebensbedingungen und Entwicklungsmöglichkeiten wie z. B. Schulkultur oder Definition des Umgangs mit Fragen rund um die Sucht auf Gemeinde-, Vereins- oder Institutionsebene

<b>3 Werte und Haltungen</b>
<b>Gesellschaft</b> <p>Eine Gesellschaft braucht Solidarität, Vernetztheit und Zusammenhalt. Die Integration aller Individuen und Gruppierungen ist anzustreben. Mangelnde Integration gefährdet die Gesundheit.</p> <p>Weil Menschen mit Suchtproblemen eine jener Gruppen sein können, die von Marginalisierung und gesellschaftlichem Ausschluss bedroht sind, müssen auch Massnahmen im Bereich der sozialen Integration und der Gesundheitsförderung ergriffen werden. Wir wollen:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– umfassende Gesundheitsförderung und Prävention zu unseren Prioritäten machen;</li> <li>– Solidarität und gesellschaftlichen Zusammenhalt stärken;</li> <li>– das Miteinander gegenüber dem Gegeneinander und die Kooperation gegenüber der Konkurrenz stärker gewichten;</li> <li>– kulturelle Vielfalt und Minderheiten respektieren;</li> <li>– demokratische Partizipation aller Gesellschaftsgruppierungen fördern;</li> <li>– unser Handeln am Prinzip der Nachhaltigkeit ausrichten.</li></ul>
<b>Individuum</b> <p>Auf Basis der allgemeinen Erklärung der Menschenrechte formulieren GREAT und Fachverband Sucht folgende Positionen und Werte:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– den Respekt vor der Person und ihrer Entscheidungen inklusive der Verantwortung für ihre Abhängigkeiten;</li> <li>– die Achtung des Menschen mit allen Facetten seiner Persönlichkeit;</li> <li>– die Überzeugung, dass der Suchtausstieg immer möglich ist, auch wenn dies nicht in jedem Moment und nicht jeder Person gelingt.</li></ul>

**Individuum**

Auf Basis der allgemeinen Erklärung der Menschenrechte formulieren GREAT und Fachverband Sucht folgende Positionen und Werte:

- den Respekt vor der Person und ihrer Entscheidungen inklusive der Verantwortung für ihre Abhängigkeiten;
- die Achtung des Menschen mit allen Facetten seiner Persönlichkeit;
- die Überzeugung, dass der Suchtausstieg immer möglich ist, auch wenn dies nicht in jedem Moment und nicht jeder Person gelingt.

<b>4 Politische Grundlagen</b>
GREAT und Fachverband Sucht fordern eine menschenwürdige, fachlich fundierte, volkswirtschaftlich sinnvolle Drogen- und Suchtpolitik. Aus fachlicher Perspektive ist das Modell der vier Säulen Prävention, Therapie, Schadenminderung und Repression (Kontrolle und Regulierung) im Grundsatz zu unterstützen. Die Gewichtung der einzelnen Säulen ist kohärent zu gestalten. Der Dialog zwischen den Vertretern der vier Säulen muss verbessert werden. Massnahmen sind an den Erkenntnissen der Wirksamkeits- und Evaluationsforschung zu orientieren. Die Komplexität der Suchtproblematik verlangt aktive Gestaltung und Koordination durch den Bund.

<b>Prävention und Gesundheitsförderung</b>
Die Gesundheitsförderung hat – über die Prävention bezüglich Risikofaktoren hinausgehend – das Ziel, das soziale Gefüge zu stärken und die Eigenständigkeit der Entscheidungen der Personen und der Gruppen, an die sie sich wendet, zu stärken. Sie zielt darauf ab, jene Kompetenzen im Umgang mit sich selber und der Umwelt zu entwickeln, die es für ein selbstbestimmtes, erfülltes Leben braucht. GREAT und Fachverband Sucht unterstützen eine interdisziplinäre Präventionspolitik, die sowohl individuelle Verhaltensänderungen wie auch kollektive Lernprozesse und wirksame Verhältnisprävention einschliesst (vgl. Tabelle).

### GREAT und Fachverband Sucht fordern

**GREAT und Fachverband Sucht fordern**

- die Entwicklung einer übergeordneten Strategie in Bezug auf alle psychoaktiven Substanzen und süchtigen Verhaltensweisen, um die Inkohärenz der derzeitigen Suchtpolitik zu beseitigen oder mindestens zu verringern;

- die Beteiligung aller Akteure bei der Umsetzung von drogen- und suchtpolitischen Massnahmen;

- die Förderung einer Politik, welche die Integration von Randgruppen und Menschen ermöglicht, denen der Ausschluss aus der Gesellschaft droht;

- die Harmonisierung kantonal unterschiedlicher Anwendungen der Bundesgesetze;

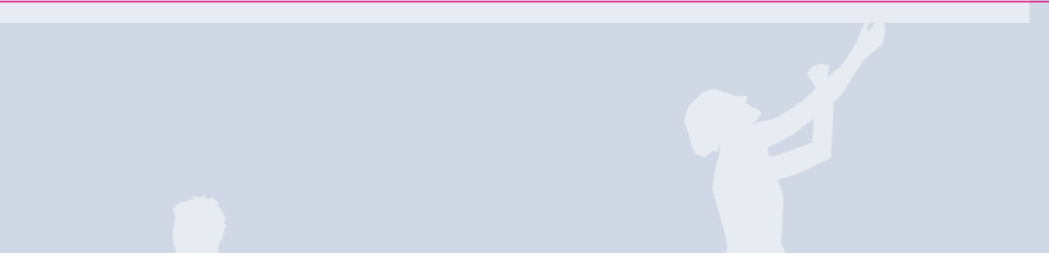
- die Beachtung der Suchtproblematik in allen Politikbereichen, namentlich bei der Ausarbeitung gesundheits- und familienpolitischer sowie jugendspezifischer Massnahmen;

- das Überdenken, Definieren und Um-/Durchsetzen der Jugendschutzbestimmungen bezüglich Suchtmittelkonsum;

- die Kontrolle und die Vergabe von Substanzen zu verstärken resp. transparent zu regulieren anstatt die Konsumierenden zu bestrafen;

- die Weiterentwicklung der berufsübergreifenden Aus-, Weiter- und Fortbildung;

- die Schaffung einer Stelle zur Überwachung der Suchtproblematik und der Vier-Säulen-Politik, damit die Entwicklungen systematisch verfolgt und frühzeitig Ziele und Massnahmen definiert werden können.



**Therapie**

GREAT und Fachverband Sucht fordern die Entwicklung, Verfügbarkeit, Qualitätssicherung und Finanzierung fachlich fundierter Behandlungsangebote. Die Methodenvielfalt ist zu gewährleisten. Therapien können verschiedene Ziele haben: Abstinenz, Steigerung der Lebensqualität, soziale und berufliche Integration, Schadenminderung etc.

GREAT und Fachverband Sucht fordern:

- den frühzeitigen Zugang zu angemessenen Behandlungseinrichtungen;
- den Respekt vor den Grundrechten der Behandelten und vor der Verantwortung für ihre Entscheidungen;
- die Unterstützung in Abhängigkeit der Beeinträchtigung und nicht in Abhängigkeit des Suchtmittels;
- den Zugang zu geeigneten, vielseitigen und auf die Bedürfnisse der Betroffenen abgestimmten Behandlungen.

<b>Schadenminderung</b>
GREAT und Fachverband Sucht bekennen sich zu Angeboten der Schadenminderung für alle Menschen. Diese umfassen Hilfestellungen im medizinisch-hygienischen (z. B. Spritzenabgabe) und sozialen (z. B. Notschlafstellen, Beschäftigungsprogramme) Bereich. Die Niederschwelligkeit dieser Angebote muss gewährleistet sein. Die Zusammenarbeit zwischen den Institutionen der Schadenminderung und den Institutionen mit ordnungspolitischem Auftrag muss auf gegenseitigem Respekt und Anerkennung der Rolle des je Anderen basieren. Schadenminderung respektiert die Interessen der Konsumierenden und der Nicht-Konsumierenden.

<b>Repression (Regulierung und Kontrolle)</b>
GREAT und Fachverband Sucht fordern eine kohärente, fachlich fundierte Regulierung der Märkte in Abhängigkeit der Gefährlichkeit der Substanzen/Handlungsweisen und der jeweiligen Konsummuster. Regulierende Massnahmen sind deshalb nicht nur Aufgabe von Polizei und Justiz. Sie müssen verhältnismässig sein und dürfen nicht kontraproduktiv auf Prävention und Jugendschutz wirken. Die sozialen Normen sind zu stärken. Im Fokus der Repression muss die Angebots- und nicht die Nachfrageseite stehen. Schwergewichtig sind die kriminellen Organisationen zu verfolgen.



<b>6 Umsetzung</b>
Um ihre Überlegungen und Forderungen allgemein bekannt zu machen, beziehen GREAT und Fachverband Sucht in Politik, Verwaltung und Öffentlichkeit Stellung. Sie engagieren sich aktiv im politischen Prozess.

<b>GREAT und Fachverband Sucht fordern</b>
– die gesetzliche Verankerung der Vier-Säulen-Politik und pragmatische Schritte zur Annäherung an die skizzierten Forderungen. Der Bund hat aktiv eine Harmonisierung der bestehenden Gesetzgebungen anzustreben;
– ein nationales suchtpolitisches Leitbild für alle substanz- und nicht-substanzgebundenen Süchte und nehmen aktiv auf diesen Prozess Einfluss. Dieses Leitbild muss die Dimension des Konsums einbeziehen, wie es das so genannte «Würfelmodell» der Eidgenössischen Kommission für Drogenfragen EKDF (psychoaktiv.ch) vorschlägt. Der Übergang zu einer kohärenten Suchtpolitik muss von den entsprechenden institutionellen Entwicklungen begleitet sein;
– die Einrichtung einer nationalen Stelle für Überwachung/Monitoring der Suchtproblematik;
– eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen;
– eine Beteiligung der Schweiz am European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction in Lissabon.

